

- **Le coup d'Etat a été déjoué. Le président Nkurunziza est rentré au pays.**
- **Il ne renonce pas à briguer un troisième mandat. Quitte à alimenter le foyer de la contestation.**
- **La communauté internationale est attendue au tournant.**

# Le putsch a échoué, mais le Burundi reste instable

## Les dates clés de la contestation

**25 avril: Pierre Nkurunziza est désigné candidat** à la présidentielle du 26 juin par son parti, le CNDD-FDD. L'opposition, qui l'accuse de trahir la Constitution et l'Accord de paix d'Arusha, signé en 2000, appelle à des manifestations "pacifiques".

**26 avril 2015: Des milliers de manifestants** se réunissent, bravant l'interdiction du gouvernement. Depuis le début du mouvement, les violences ont fait une vingtaine de morts. Plus de 105 000 personnes ont fui dans les pays voisins.

**27 avril: Arrestation** de Pierre-Claver Mbonimpa, chef de la principale organisation des droits de l'homme, détenu pendant 30 heures. Un mandat d'arrêt est émis contre l'organisateur de la campagne anti-Nkurunziza, Vital Nshimirimana. Les autorités ferment la radio indépendante RPA.

**5 mai: La Cour constitutionnelle valide** la candidature de Pierre Nkurunziza. L'arrêt est signé par six de ses sept juges, son vice-président ayant préféré fuir au Rwanda plutôt que de cautionner une décision arrachée, selon lui, sous des "menaces de mort". Le Président dépose sa candidature le 8, ainsi que son opposant, Agathon Rwasa.

**9 mai: Les autorités ordonnent l'arrêt de la contestation.**

**13 mai: Tentative de putsch avortée.** L'ex-chef du service de renseignements, le général Godefroid Niyombare, annonce la destitution du Président, en déplacement en Tanzanie. Le 15 mai, la tentative de putsch se solde par un échec, la reddition de certains des meneurs et la fuite d'autres. Le Président rentre au pays.

## Récit Maria Malagardis

**V**endredi à Bujumbura, l'ambassade des Etats-Unis et la représentation des Nations unies (Onu) auraient demandé à leur personnel "non essentiel", selon la formule consacrée, de quitter le Burundi. L'ambassade de Belgique à Bujumbura estime de son côté que les ressortissants belges peuvent à nouveau sortir de chez eux. Elle les invite néanmoins à éviter les quartiers périphériques de la capitale. Preuve s'il en est que l'échec du coup d'Etat et le retour au pays du président Pierre Nkurunziza ne sont pas exactement perçus comme le signe d'un "retour à la normale" par la communauté internationale. Laquelle risque pourtant d'être sollicitée et observée ces prochains jours alors que la situation au Burundi reste incertaine.

Vendredi matin, la reddition des militaires putschistes n'aura été que le dernier soubresaut d'une semaine riche en rebondissements, qui a vu le président en exercice Pierre Nkurunziza "destitué" en son absence du pays, puis "sauvé" par ceux qui lui étaient restés fidèles. Jeudi soir, la première annonce de la reddition des putschistes vers 23h, aura été précédée de peu, par celle des Etats-Unis qui, pour la première fois depuis le coup d'Etat, ont apporté officiellement leur soutien à Pierre Nkurunziza. Juste avant que le Conseil de sécurité de l'Onu ne condamne lui aussi "ceux qui cherchent à s'emparer du pouvoir par des moyens illégaux".

### Nkurunziza n'a jamais lâché prise

Reste à savoir si ces prises de position ont entériné la défaite des putschistes ou si elles l'ont accélérée. Ce qui est clair en tout cas, c'est que les Etats de la région et les observateurs occidentaux qui étaient présents à Dar es Salam, en Tanzanie, pour une réunion régionale sur le Burundi – au moment même où le pouvoir a semblé basculer à Bujumbura – n'ont pas su ou voulu mettre hors jeu Pierre Nkurunziza alors que ce dernier était, par la force des choses, coincé sur place avec eux. A aucun moment de ces trois jours de crise, le président en exercice n'a semblé lâcher prise, qualifiant la tentative de coup

d'Etat d'"imposture" et organisant à distance la reprise en main de la capitale.

*"Mais il faudra bien à présent que la communauté internationale dépasse la phraséologie diplomatique. Car si elle n'arrive pas à peser sur Nkurunziza pour qu'il abandonne l'idée d'un troisième mandat, alors il ne faut pas se faire d'illusions: les manifestations vont reprendre avec un degré de violence accru",* constate pour sa part François Nyamoya, avocat et opposant bien connu à Bujumbura. Joint hier au téléphone par "Libération", il affichait une sérénité apparente, alors que les craintes de représailles de la part du camp Nkurunziza restaient très fortes. *"Les putschistes bénéficiaient de sympathies réelles au sein de la population car ces officiers n'incarnaient pas une faction mais l'ensemble des sensibilités burundaises. Leur échec ne signifie pas la fin du mouvement, loin de là. Les gens n'ont plus rien à perdre, ils défieront Nkurunziza jusqu'au bout",* constatait-il.

### Rien n'est réglé

Dans la matinée, alors que Pierre Nkurunziza venait de rentrer au Burundi, faisant une pause dans sa ville natale, Ngozi, avant de rejoindre la capitale, des manifestants opposés à sa candidature étaient eux déjà redescendus dans la rue à Musaga, un quartier au sud de la capitale. Ils ont été dispersés par les tirs de sommation de la police. Peu après on apprenait que les chefs des mutins arrêtés auraient été conduits à "la Documentation", le très redouté siège des services secrets. Le conditionnel s'impose: les forces fidèles à Nkurunziza ayant en priorité ciblé les médias indépendants dès lors réduits au silence, seuls les médias officiels, et les rumeurs, fonctionnent désormais à Bujumbura. Ce qui, dans l'immédiat, dessert le camp des vaincus.

*"Mais une victoire qui serait celle d'un seul camp ne tiendra qu'à court terme",* prévient Sylvestre Ntibantunganya, joint lui aussi au téléphone "dans un pays voisin" du Burundi. Cet homme politique, candidat déjà déclaré aux prochaines élections, fut le premier président à succéder à Melchior Ndadaye assassiné lors du coup d'Etat de 1993 qui allait déclencher une longue guerre civile au Bu-

rundi. Avec trois autres anciens présidents burundais, il a signé le 11 mai une lettre adressée aux chefs d'Etat présents à la réunion de Dar es Salam, déclarant "anticonstitutionnelle" la volonté de Nku-

runziza de se représenter pour un troisième mandat. *"Même au sein du parti présidentiel, il y a des personnalités qui sont opposées à ce troisième mandat"*, rappelait vendredi M. Ntibantunganya qui assure qu'à Dar es Salam, les participants avaient adressé *"un message clair"* à Nkurunziza, l'incitant à *"respecter la Constitution"*.

#### **Que va-t-il advenir des mutins ?**

Et donc à ne pas se représenter? *"La communauté internationale a toujours aidé le Burundi dans les multiples crises qu'il a traversées. Pour les accords de paix d'Arusha en 2000, deux illustres chefs d'Etat africains aujourd'hui décédés, le Tanzanien Julius Nyerere et le Sud-Africain Nelson Mandela, s'étaient personnellement impliqués pour leur réussite. Personne n'a intérêt à gaspiller l'héritage de ces accords qui ont ramené la paix au Burundi"*, soulignait hier l'ancien président qui avait vécu douloureusement les événements de 1993: *"Tous mes amis politiques sont morts lors de cette crise. Et ma femme a été tuée parce que les tueurs ne m'ont pas trouvé chez moi"*, rappelait-il.

Aujourd'hui le Burundi est à nouveau dans la tourmente et la communauté internationale, attendue au tournant. Avec un premier défi: s'assurer que les mutins arrêtés ne soient pas assassinés. *"J'espère qu'ils ne vont pas nous tuer"*, avait glissé leur chef à un journaliste de l'AFP. Hier soir, Godefroid Niyombare était encore en fuite. Mais trois de ses plus proches collaborateurs, dont Venant Ntabaneze, interviewé la veille par "Libération", étaient déjà aux mains des partisans du président Nkurunziza.

© Libération